

Synergie Park, 2 rue Louis Neel
59260 LEZENNES
BP 40044 - 59891 LILLE Cedex 9
Tél. 03 59 300 300
Fax. 03 59 300 399

www.ctn-france.fr
contact@ctn-france.fr

**SOCIETE DE PROTECTION
ET DE
REINSERTION DU NORD**

Siège social : 169 rue de l'Abbé Bonpain
59700 MARCQ EN BAROEUL

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Ce rapport sur les comptes annuels comprend 28 pages

Synergie Park, 2 rue Louis Neel
59260 LEZENNES
BP 40044 - 59891 LILLE Cedex 9
Tél. 03 59 300 300
Fax. 03 59 300 399

www.ctn-france.fr
contact@ctn-france.fr

**SOCIETE DE PROTECTION
ET DE
REINSERTION DU NORD**

Siège social : 169 rue de l'Abbé Bonpain
59700 MARCQ EN BAROEUL

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Association Société de Protection et de Réinsertion du Nord

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Société de Protection et de Réinsertion du Nord relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Ce rapport sur les comptes annuels comprend 28 pages



Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Ce rapport sur les comptes annuels comprend 28 pages



Membre de CTN Groupe

PrimeGlobal

The Association of Accountants and Auditing Firms

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Lezennes, le 18 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes

CTN-AUDIT

Hugues RIFFLART

Ce rapport sur les comptes annuels comprend 28 pages



Membre de CTN Groupe

**Annexe au rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

SOCIETE DE PROTECTION ET DE REINSERTION DU NORD

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

u

Ce rapport sur les comptes annuels comprend 28 pages



Membre de CTN Groupe

A C T I F	Arrêté au 31/12/2024 Durée 12 mois			31/12/2023 12 mois
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
Actif Immobilisé				
Immobilisations Incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruits				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs	27 252,11	-24 379,93	2 872,18	1 245,03
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations Corporelles				
Terrains	278 525,94		278 525,94	278 525,94
Constructions	19 120 980,37	-11 314 038,02	7 806 942,35	8 117 090,16
Installations techniques matériel et outillage	829 866,48	-678 563,63	151 302,85	117 156,56
Autres immobilisations corporelles	3 172 753,05	-2 460 091,91	712 661,14	591 440,11
Immobilisations corporelles en cours	4 983 091,47		4 983 091,47	1 391 465,21
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financières				
Participations et Créances rattachées	500,00		500,00	500,00
Autres titres immobilisés	1 617 016,75		1 617 016,75	3 107 716,75
Autres	180 952,28		180 952,28	139 027,87
TOTAL I	30 210 938,45	-14 477 073,49	15 733 864,96	13 744 167,63
Comptes de Liaison				
Comptes de Liaison				
TOTAL II				
Actif Circulant				
Stocks et en cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Créances redevables usagers et comptes rattachés	3 711 276,26	-90 529,82	3 620 746,44	2 123 195,75
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 692 816,04		1 692 816,04	849 760,00
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement	448 964,64		448 964,64	632 486,47
Instruments de trésorerie				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Disponibilités	7 577 590,16		7 577 590,16	3 916 419,56
Charges constatées d'avance				
Charges constatées d'avance	68 954,31		68 954,31	112 170,87
TOTAL III	13 499 601,41	-90 529,82	13 409 071,59	7 634 032,65
Frais d'émission des emprunts				
Frais d'émission des emprunts				
Frais d'émission des emprunts	8 123,93		8 123,93	9 301,01
TOTAL IV	8 123,93		8 123,93	9 301,01
Prime de remboursement des emprunts				
Primes de remboursement des emprunts				
TOTAL V				
Ecart de conversion Actif				
TOTAL GENERAL	43 718 663,79	-14 567 603,31	29 151 060,48	21 488 501,29

PASSIF		Arrêté au 31/12/2024 Durée 12 mois	31/12/2023 12 mois
Fonds propres			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres avec droit de reprise			
Ecart de réévaluation			
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles		14 669,07	14 669,07
Réserves pour projet de l'entité		1 207 978,66	1 107 059,76
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		3 675 125,03	3 194 927,99
Autres réserves		7 422 003,49	7 091 234,84
Report à nouveau			
Report à nouveau		-313 604,66	-740 240,88
dont report à nouveaux des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		529 176,73	102 540,51
Excédent ou déficit de l'exercice			
Excédent ou déficit de l'exercice		2 412 474,66	858 323,77
dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales			
Situation nette (sous-total)			
Situation nette (sous-total)		10 743 521,22	8 331 046,56
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Subventions d'investissement		4 058 969,36	2 864 219,64
Provisions réglementées			
Provisions réglementées		1 845 566,29	1 717 572,76
TOTAL I		16 648 056,87	12 912 838,96
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs et donation			
Fonds reportés liés aux legs et donation			
Fonds dédiés			
Fonds dédiés		26 580,50	20 308,00
TOTAL II		26 580,50	20 308,00
Comptes de Liaison			
Comptes de Liaison			
TOTAL III			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour risques		194 359,67	438 227,53
Provisions pour charges			
Provisions pour charges		584 457,55	553 974,56
TOTAL IV		778 817,22	992 202,09
Dettes			
Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatif)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		4 614 609,00	1 715 899,73
Emprunts et dettes financières diverses			
Emprunts et dettes financières diverses		9 802,93	6 287,67
Avances et acomptes sur commandes			
Avances et acomptes sur commandes			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		393 406,93	436 361,54
Dettes des legs ou donations			
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes fiscales et sociales		4 490 974,27	3 933 118,82
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés		1 170 779,18	433 256,97
Autres dettes (d'exploitation)			
Autres dettes (d'exploitation)		414 898,78	329 092,71
Instruments de trésorerie			
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
Produits constatés d'avance		603 134,80	608 134,80
TOTAL V		11 697 605,89	7 462 152,24
Ecart de conversion Passif			
Ecart de conversion Passif			
TOTAL VI			
TOTAL GENERAL		29 151 060,48	21 387 501,29



Compte de résultat

	Arrêté au : 31/12/2024		31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations	420,00	0,00	660,00	0,00	-240,00	-36,36
Ventes de biens						
-dont ventes de biens en nature						
Ventes de services	2 764 000,86	9,52	2 668 670,75	10,62	95 330,11	3,57
-dont parrainages						
-dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-so						
-dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-s						
Ventes de biens et services	2 764 000,86	9,52	2 668 670,75	10,62	95 330,11	3,57
Concours publics et subv ^{te} exploitation	29 020 231,31	100,00	25 137 889,74	100,00	3 882 341,57	15,44
Subventions d'exploitation	162 000,00	0,56	1 200,00	0,00	160 800,00	
-dont contributions financières autorités tarifications						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommable						
. Dons manuels	17 605,20	0,06	39 988,40	0,16	-22 383,20	-55,97
. Mécénats	60,80	0,00	219,28	0,00	-158,48	-72,27
. Legs, donations et assurances-vie						
Ressources liées à la générosité du public	17 666,00	0,06	40 207,68	0,16	-22 541,68	-56,06
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs	29 199 897,31	100,62	25 179 297,42	100,16	4 020 599,89	15,97
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	537 952,61	1,85	178 406,06	0,71	359 546,55	201,53
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	295 528,76	1,02	186 659,04	0,74	108 869,72	58,33
-dont complément de rémunération TH						
-dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	32 797 799,54	113,02	28 213 693,27	112,24	4 584 106,27	16,25
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises						
Variation de stocks	4,85	0,00			4,85	
Autres achats et charges externes	5 685 522,10	19,59	5 349 568,70	21,28	335 953,40	6,28
Impôts, taxes et versements assimilés	2 016 919,23	6,95	1 802 773,70	7,17	214 145,53	11,88
Salaires et traitements	15 872 458,76	54,69	13 993 093,99	55,67	1 879 364,77	13,43
Charges sociales	5 815 703,36	20,04	5 265 304,99	20,95	550 398,37	10,45
Dotations aux amortissements	920 499,06	3,17	853 081,00	3,39	67 418,06	7,90
Autres charges	96 886,89	0,33	80 338,60	0,32	16 548,29	20,60
Dotations aux provisions	309 393,46	1,07	138 771,34	0,55	170 622,12	122,95
Report en fonds dédiés	6 272,50	0,02			6 272,50	
Aides financières						
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	30 723 660,21	105,87	27 482 932,32	109,33	3 240 727,89	11,79
RESULTAT D'EXPLOITATION	2 074 139,33	7,15	730 760,95	2,91	1 343 378,38	183,83
Produits financiers						
Produits financiers de participations						
Autres valeurs mob., créances d'actif im.						
Autres intérêts et produits assimilés	200 949,87	0,69	38 170,76	0,15	162 779,11	426,45
Reprises/provisions et transfert de char						
Différences positives de change						
Produits net/cession des V.M.P.						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	200 949,87	0,69	38 170,76	0,15	162 779,11	426,45
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	89 790,33	0,31	44 956,03	0,18	44 834,30	99,73
Différences négatives de change						
Charges nettes/cessions des V.M.P.						
CHARGES FINANCIERES TOTAL IV	89 790,33	0,31	44 956,03	0,18	44 834,30	99,73
RESULTATS FINANCIERS	111 159,54	0,38	-6 785,27	-0,03	117 944,81	-1 738,25
RESULTATS COURANTS AVANT IMPOTS	2 185 298,87	7,53	723 975,68	2,88	1 461 323,19	201,85
Produits exceptionnels						
Sur opération de gestion	503 043,86	1,73	148 935,45	0,59	354 108,41	237,76
Sur opération en capital	88 250,28	0,30	173 501,93	0,69	-85 251,65	-49,14
Reprises/provisions et transfert de char	79 247,27	0,27	18 247,93	0,07	60 999,34	334,28
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V	670 541,41	2,31	340 685,31	1,36	329 856,10	96,82
Charges exceptionnelles						
Sur opération de gestion	207 958,09	0,72	116 845,54	0,46	91 112,55	77,98
Sur opération en capital	296,00	0,00	82 804,17	0,33	-82 508,17	-99,64
Dotation aux amortissements et aux prov.	207 240,78	0,71	-114,49	0,00	207 355,27	
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI	415 494,87	1,43	199 535,22	0,79	215 959,65	80,23
RESULTAT EXCEPTIONNEL	255 046,54	0,88	141 150,69	0,56	113 895,85	80,69

Compte de résultat

	Arrêté au : 31/12/2024		31/12/2023		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII						
Impôts sur les bénéfices	27 870,75	0,10	6 802,00	0,03	21 068,75	309,74
TOTAL VIII	27 870,75	0,10	6 802,00	0,03	21 068,75	309,74
PRODUITS	33 669 290,82	116,02	28 592 549,34	113,74	5 076 741,48	17,76
CHARGES	31 256 816,16	107,71	27 734 225,57	110,33	3 522 590,59	12,70
Total XI						
Eng. à réaliser sur ressources affectés						
Rep. ress non utilisées Ene antérieurs						
TOTAL XI						
EXCEDENT OU DEFICIT	2 412 474,66	8,31	858 323,77	3,41	1 554 150,89	181,07
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée						



1. PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'association a pour but d'assurer toute forme d'aide et d'accompagnement aux enfants et jeunes adultes, qu'ils se trouvent ou non en situation de handicap, ainsi qu'à leurs familles, et toutes activités de formation et d'évaluation s'y rapportant.

L'ensemble des établissements et services de l'association sont autorisés, habilités et contrôlés par les pouvoirs publics (Conseils départementaux et Ministère de la Justice-PJJ), qui assurent parallèlement le financement nécessaire à leur fonctionnement et à l'exercice des missions.

A côté de ces ressources qui constituent l'essentiel de son budget, la SPReNe bénéficie ponctuellement de dons et legs de particuliers soutenant son action, de mécénat d'entreprise ou de fondations pour le financement de projets particuliers. L'association est reconnue d'utilité publique depuis 1923, ouvrant droit aux donations, dans un cadre réglementé et transparent.

Le principal moyen d'action de l'association réside dans l'engagement des professionnels salariés et la qualité de leurs interventions.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES.

Les comptes annuels ont été élaborés conformément aux règles générales applicables et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité d'exploitation ;
- Indépendance des exercices comptables ;
- Permanence des méthodes.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Il a été fait application du règlement ANC n°2014-03 et des règlements ultérieurs relatifs au plan comptable général et des dispositions particulières suivantes :

- Règlement ANC n°201806 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé non commerçantes ;
- Règlement ANC n°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Du code de l'action social et des familles (CASF), pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L.312-1 du CASF.

Les immobilisations incorporelles acquises ou créées sont comptabilisées à leur coût d'acquisition selon les mêmes règles que celles régissant la comptabilisation des immobilisations corporelles.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition majoré, le cas échéant, des frais annexes. Une réévaluation a été pratiquée en 1982 sur les immobilisations corporelles du Siège Social et du Foyer CAP NORD, service intégré à l'établissement Lille Métropole en 2012.



L'application de la nouvelle norme sur les actifs, applicable depuis l'exercice 2007, nous a amené à décomposer les biens immeubles de la façon suivante :

- Individualisation du terrain quand celui-ci ne figurait pas dans le fichier et cela selon une base forfaitaire de 10% de la valeur du bien concerné.
- Après déduction du terrain de la valeur nette comptable au 31.12.2007 le partage en composant et fait comme suit :
 - Coque pour 80% de la VNC sur une durée de 50 ans
 - Toiture pour 10% de la VNC sur une durée de 30 ans
 - Installation générale et technique pour 5% sur une durée de 20 ans
 - Agencement général pour 5% sur une durée de 10 ans

Cette règle est appliquée sur toutes les acquisitions depuis le 1^{er} janvier 2007.

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition augmenté des frais et accessoires attachés au moment de la souscription.

La durée d'amortissement des immobilisations varie en fonction de leur nature.

Les immobilisations en compte 213 sont amorties sur une durée allant de 10 à 50 ans, celles en compte 215 sur 3 à 10 ans et enfin les comptes 218 sur 3 à 10 ans.

Amortissements dérogatoires (compte 145)

Ils sont comptabilisés lorsque le financement alloué par l'autorité de tarification afin de compenser les charges issues de l'amortissement d'un bien est alloué pour une période plus courte que celle de la durée normale d'amortissement, entendue comme la durée prévisionnelle d'utilisation de ce bien. Le montant de l'amortissement dérogatoire est enregistré au crédit du compte 145 « Amortissements dérogatoires » par le débit du compte 68725 « Dotation aux Amortissements dérogatoires ». La reprise de ces amortissements s'effectue sur le compte 78425 « Reprise sur amortissements dérogatoires, à hauteur des dotations aux amortissements » classiques » comptabilisées.

Amortissements comptables excédentaires différés (compte 115921)

Les règles d'amortissements sont harmonisées avec celles du plan comptable général. Il est désormais admis, que dans le cas où le passage des anciennes règles vers les nouvelles (amortissements par composants, réduction des durées) entraîne des surcoûts d'exploitation. Il y a lieu de comptabiliser cette charge au débit du compte 681 « Dotations aux amortissements des immobilisations et aux provisions : charges d'exploitation » par le crédit du compte 28 « Amortissements des immobilisations ». Ce différentiel doit être comptabilisé au débit du compte 1161 « Amortissements comptables excédentaires différés » lors de l'affectation des résultats en N+1.

Les dépenses pour congés payés et autres droits acquis par le salarié.

Les dépenses pour congés payés sont provisionnées en charges d'exploitation, sachant que le résultat comptable à affecter et à prendre en compte pour le calcul des comptes administratifs doit être corrigé d'un même montant.

Les dépenses refusées par l'autorité de tarification en application de l'article R. 314-52 du Code de l'action sociale et de la famille (compte 11591).

Tant que le juge de la tarification saisi n'a pas statué, ces dépenses refusées par l'autorité de tarification en application de l'article R.314-52 du CASF restent imputées à ce compte. Si le juge de la tarification valide la position de l'autorité de tarification ou s'il n'a pas été saisi, ce compte doit être soldé au profit du compte 119 de la gestion non contrôlée. Par contre, si le juge de la tarification désavoue la position de l'autorité de la tarification, ce compte doit être soldé au profit d'un compte 115 « Résultat sous contrôle de tiers financeurs ».

Résultats sous contrôle de tiers financeurs.

Ces résultats sont comptabilisés au compte 115 « résultats sous contrôle de tiers financeur ».

Ce compte est présenté en deux lignes :

- Résultat excédentaire sous contrôle de tiers financeur.
- Résultat déficitaire sous contrôle de tiers financeur.

Pour l'exercice 2024, ces comptes représentent, en général, les résultats de 2023 et 2022 après affectation des résultats 2021 et 2020. Les retraitements concernent les rapports des comptes administratifs reçus jusqu'au 1^{er} février 2025. Ce retraitement ne présente pas d'incidence sur le résultat et la situation nette de l'association.

Les Fonds Dédiés.

L'association peut recevoir des fonds (subventions ou dons) en vue de la réalisation exclusive de certaines actions. Le choix de l'utilisation des fonds ainsi obtenus ne revient alors pas à l'association mais dépend de la volonté du financeur ou du donateur.

Participation.

L'association est membre, depuis le 3 août 2016, du groupement de coopération social et médico-social TRAJET ayant pour objet de construire un réseau départemental de gestion des parcours de mineurs ou jeunes non accompagnés (MNA).

Au 31 décembre 2024, l'association détient 1 part sur 5, pour un montant de 500 €.

Les fonds propres s'élèvent à 115 K€, dont un excédent de 15 K€. Le montant des ressources s'élève à 14 796 K€.

Provisions pour heures supplémentaires.

Comme les exercices précédents nous avons constitué une provision qui correspond au dépassement horaire dans le cadre de la modulation du temps de travail.

L'évaluation des heures supplémentaires est inscrite en dettes.

Réserves Réglementées des Plus-values nettes d'actifs.

L'instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux établissements sociaux et médico-sociaux impose l'inscription des plus-values de cession d'actifs au budget administratif. Le droit comptable n'accepte pas la neutralisation de cette plus-value par une dotation aux provisions pour réserves des plus-values nettes d'actifs immobilisés.

Solde à l'ouverture :	1 717 573 €
Montant provisionné sur l'exercice :	207 241 €
Montant repris sur l'exercice :	79 247 €
Somme cumulée des réserves :	1 845 567 €

Subventions d'investissements

- Subvention d'investissement de 119 525 € attribuée par le Département du Nord finançant le chauffage du site du Capreau. Reprise sur 20 ans jusqu'en 2027.
- Subvention d'investissement de 174 250 € attribuée par le Département du Nord finançant une extension de bâtiment du site du Capreau. Reprise sur 20 ans jusqu'en 2027.
- Subvention d'investissement de 237 600 € attribuée par le Département du Nord finançant la réhabilitation de Lilamomes. Reprise sur 20 ans jusqu'en 2031.
- Subvention d'investissement de 174 250 € attribuée par le Département du Nord finançant une extension de bâtiment du site du Capreau. Reprise sur 20 ans jusqu'en 2027.
- Subvention d'investissement de 1 022 000 € attribuée par le Département du Nord finançant la rénovation de locaux administratifs du Buisson, la construction d'un nouvel hébergement pour Lilados ainsi que l'aménagement de l'accueil d jour à Croix. Reprise sur 20 ans jusqu'en 2034 pour 806 613 € et 2038 pour 215 387 €.
- Subvention d'investissement de 217 664 € attribuée par le Département du Nord finançant la construction de studios de semi-autonomie à Merville. Reprise sur 20 ans jusqu'en 2034.
- Subvention d'investissement de 2 000 000 € attribuée par le Département du Nord finançant la première phase de la réhabilitation du Capreau. Reprise sur 20 ans jusqu'en 2045.
- Subvention d'investissement de 83 000 € attribuée par la Protection Judiciaire de la Jeunesse finançant la construction de l'annexe du CER. La construction n'étant pas achevée, les modalités de reprise restent à déterminer.
- Subvention d'investissement de 600 000 € attribuée par le Département du Nord finançant les travaux permettant l'accueil du service Korczak à Marcq en Baroeul. Reprise sur 20 ans dès que le travaux seront achevés.
- Subvention d'investissement de 600 000 € attribuée par le Département du Pas-de-Calais finançant les travaux d'un nouvel internat à Calais. La construction n'ayant pas débutée, les modalités de reprise restent à déterminer.

Les provisions pour risques et charges

Une provision est constituée à la clôture de l'exercice dès lors qu'il existe pour l'association une obligation à l'égard d'un tiers résultant d'évènements passés dont il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie équivalente. L'évaluation est faite selon les estimations de la direction.

Au 31 décembre 2024, la provision pour risque et charges est constituée à hauteur de 778 817 €.

L'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires

Le montant des indemnités de fin de carrière, évaluées au 31 décembre 2024, s'élève à 2 555 408 € dont 584 457.55 € inscrit au bilan (provisions pour risques et charges) soit un engagement net de 1 970 950 €.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- départ à 64 ans ;
- taux de revalorisation des salaires 4% ;
- taux d'actualisation : 3% ;
- taux moyen de charges sociales : 48%.

Les charges et produits comptabilisés d'avance

Le principe d'indépendance des exercices oblige à répartir les charges et les produits entre les exercices comptables successifs. Les comptes tiennent compte de cette règle.

Créances redevables et comptes rattachés.

Les créances qui figurent au bilan peuvent être constituées de dotations qui n'auraient pas été versées au 31 décembre et/ou de factures émises aux « autres financeurs » qui n'auraient pas encore été recouvrées à cette même date.

Le cas échéant, une provision pour « créance douteuse » est enregistrée lorsque la créance date de plus d'un an avec un risque de ne pas la récupérer afin de minimiser l'impact sur le résultat en cas de non-recouvrement.

Charges à répartir.

L'association comptabilise les frais d'émission des emprunts en charges à répartir sur plusieurs exercices. L'amortissement est pratiqué sur la durée des emprunts.

Au 31 décembre 2024, le montant net des charges restant à répartir est de 8 123.93 €.

Les valeurs mobilières de placement.

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites en comptabilité au coût d'acquisition.

La comptabilisation des entrées et sorties est faite selon la règle du premier entré - premier sorti.

Rémunérations allouées aux trois plus hauts cadres dirigeants et directeurs d'établissement.

Les rémunérations versées sont conformes aux dispositions de la convention collective du 15 mars 1966. Le cumul des trois plus hautes rémunérations versées à des dirigeants s'élève à 235 520 € dont 3 974 € en avantages en nature.



Honoraires.

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes payés et figurant au compte de résultat de l'exercice, au titre du contrôle légal des comptes s'élève à 32 861 €.

Garanties d'emprunt.

- Nantissement d'un compte bancaire au CIC pour une valeur de 16 500 € en garantie d'un emprunt contracté le 5 novembre 2010 pour 48 000 €. Dernière échéance le 15 février 2026.
- Nantissement d'un compte bancaire au CIC pour une valeur de 93 500 € en garantie d'un emprunt contracté le 5 novembre 2010 pour 274 000 €. Dernière échéance le 15 janvier 2026.
- Constitution en gage d'un compte d'instruments financiers au Crédit du Nord BMTN Corridor EUR3M pour 140 000 € en garantie d'un emprunt de 350 000 € contracté le 12 décembre 2011. Dernière échéance le 14 décembre 2026.
- Garantie solidaire du Département du Nord d'un emprunt de 536 000 € contracté le 21 mai 2012. Dernière échéance le 21 mai 2032. Au 31 décembre 2024, le montant garanti est de 246 146,13 €.
- Garantie CEGC au taux de 0,3% d'un emprunt de 227 000 € contracté le 16 novembre 2015. Dernière échéance le 23 novembre 2040. Au 31 décembre 2024, le montant garanti est de 80 244,85 €.
- Caution collective publique du Département du Pas de Calais d'un emprunt de 650 000 € contracté le 26 novembre 2015. Dernière échéance le 19 janvier 2041. Au 31 décembre 2024, le montant garanti est de 225 844,14 €.
- Garantie CEGC au taux de 0,3% d'un emprunt de 600 000 € contracté le 16 novembre 2015 et dont le déblocage des fonds est daté du 12 mai 2017. Dernière échéance le 12 mai 2042.
- Garantie du département du Nord d'un emprunt de 3 000 000 € de la société générale au taux de 3,60% sur 18,5 ans.

Contributions volontaires en nature

Ces contributions sont composées essentiellement de bénévolat. Le nombre d'heures et leur valorisation n'étant pas significatifs au regard des financements publics perçus, l'association a décidé de ne pas les comptabiliser.

3. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE.

- Signature du CPOM avec le département du nord sur la période 2024 – 2028.
- Fin des négociations du CPOM 2024 -2028 avec le département du Pas de Calais. La signature de ce dernier sera effective en 2025.
- Construction d'un nouveau bâtiment d'hébergement sur le site du Capreau qui sera livré en 2025.
- Acquisition d'une maison à Calais destinée à accueillir un nouvel internat. Des travaux d'aménagement et de mise aux normes étant nécessaires, un permis de construire est déposé en 2025.



4. EVENEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE

Postérieurement à la date de clôture des comptes, il n'est survenu aucun évènement nécessitant un ajustement des comptes annuels autre que ceux déjà pris en compte le cas échéant. A la date d'arrêté des comptes annuels, les conséquences liées à la situation géopolitique mondiale perdurent. L'association n'est pas en mesure de chiffrer précisément l'impact de cette crise sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2025. Néanmoins, à cette date d'arrêté des comptes, dans un contexte évolutif, nous estimons que la poursuite de l'exploitation de notre entité n'est pas remise en cause.

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

Situations et Mouvements	A	B		C		D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la clôture de l'exercice
		par acquisition	par transfert de compte à compte	par cession ou réforme	par transfert de compte à compte	
Immobilisations incorporelles	25 207,37	2 044,74				27 252,11
Immobilisations corporelles	22 764 118,83	761 855,26	643 853,17	123 849,63	643 853,17	23 402 124,46
Terrains	278 525,94		28 960,00		28 960,00	278 525,94
Constructions	18 807 818,16	3 479,90	542 413,38	36 217,29	542 413,38	18 775 080,77
Installations techniques, matériel et outillage	766 746,39	410 069,25	28 141,93	1 050,53	28 141,93	1 175 765,11
Autres Immobilisation corporelles	2 911 028,34	348 306,11	44 337,86	86 581,81	44 337,86	3 172 752,64
Immobilisations en cours	1 391 465,21	3 591 626,26				4 983 091,47
Total immobilisations (20-21-23)	24 180 792,53	4 355 526,26	643 853,17	123 849,63	643 853,17	28 412 469,16
Immobilisations Financières	3 247 244,62	1 551 224,41		3 000 000,00		1 798 469,03
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	27 428 037,15	5 906 750,67	643 853,17	3 123 849,63	643 853,17	30 210 938,19



TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Situations et Mouvements	A	B		C	D		E
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations		Régularisation amortissements différés et dérogatoires	Diminutions		Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
		Dotations aux amortissements	Transferts		Reprise de l'exercice	Transferts	
Immobilisations incorporelles	23 963 €	418 €					24 381 €
Immobilisations corporelles	13 659 907 €	884 286 €	446 402 €	32 053 €	123 554 €	446 402 €	14 452 693 €
Constructions	10 690 728 €	627 474 €	428 926 €	32 053 €	36 217 €	428 926 €	11 314 038 €
Installations techniques, matériel et outillages	649 591 €	29 821 €	14 253 €		848 €	14 253 €	678 564 €
Autres immobilisations corporelles	2 319 588 €	226 991 €	3 222 €		86 488 €	3 222 €	2 460 091 €
Immobilisations Financières	0 €						0 €
TOTAL	13 683 868 €	884 704 €	446 402 €	32 053 €	123 554 €	446 402 €	14 477 074 €



TABLEAU DES PROVISIONS

Situations et Mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	1 717 573 €	207 241 €	79 247 €	1 845 567 €
Provisions pour risques	438 228 €	3 775 €	247 643 €	194 360 €
Provisions pour charges	553 974 €	215 089 €	184 606 €	584 457 €
Provisions pour dépréciations	100 000 €	90 530 €	100 000 €	90 530 €
TOTAL	2 809 775 €	516 634 €	611 496 €	2 714 914 €



TABLEAU DES DETTES SOCIALES ET FISCALES

Rubriques	A la fin de l'exercice en Euro	Degré d'exigibilité du Passif
		Échéance à moins 1 an
PERSONNEL		
Personnel - rémunérations	6 919 €	6 919 €
Personnel - Comité d'entreprise	39 689 €	39 689 €
Personnel - Charges à payer	217 357 €	217 357 €
TOTAL	263 964 €	263 964 €
ORGANISMES SOCIAUX		
Urssaf	580 572 €	580 572 €
Caisse de retraite	142 372 €	142 372 €
Retraite complémentaire	9 577 €	9 577 €
Caisse de prévoyance	159 130 €	159 130 €
Mutuelle	32 259 €	32 259 €
RAFP	3 803 €	3 803 €
Compte épargne temps	414 173 €	414 173 €
Médecine du Travail	0 €	0 €
Formation professionnelle	160 272 €	160 272 €
Aide au logement	71 069 €	71 069 €
Autres organismes sociaux	75 887 €	75 887 €
TOTAL	1 649 114 €	1 649 114 €
TAXES		
Etat, impôt sur les sociétés	27 871 €	27 871 €
Taxe sur les salaires	91 341 €	91 341 €
Autres taxes	1 902 €	1 902 €
Personnel-prélèvement à la source	25 088 €	25 088 €
TOTAL	146 202 €	146 202 €
DETTES CONCERNANT LES CONGES PAYES		
Dettes congés à payer	1 593 924 €	1 593 924 €
Charges sociales sur congés à payer	765 050 €	765 050 €
Indemnités de fin de contrat	49 190 €	49 190 €
Charges sociales sur fin de contrat CDD	23 530 €	23 530 €
TOTAL	2 431 694 €	2 431 694 €
TOTAL GENERAL	4 490 974 €	4 490 974 €



TABLEAU DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

Rubriques		Montants
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
sur opérations de gestion	Remboursement sinistre	7 524 €
	Autres	427 €
	sous-total	7 950 €
sur exercices antérieurs	Regularisation dotation 2022	215 035 €
	Regularisation dotation 2023	173 957 €
	Bouclier tarifaire gaz 2023	25 194 €
	autres	80 908 €
	sous-total	495 094 €
produits de cession d'éléments		0 €
quote-part de subvention virée		88 250 €
autres produits exceptionnels	Reprise sur amortissements dérogatoires	79 247 €
TOTAL		670 541 €
CHARGES EXCEPTIONNELS		
sur opérations de gestion	transactions	40 000 €
	Autres	1 516 €
	sous-total	41 516 €
sur exercices antérieurs	Régularisation de factures diverses	53 154 €
	Indemnités tutorales antérieures	23 424 €
	Taxes	21 034 €
	Diverses	68 830 €
	sous-total	166 442 €
valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés		296 €
dotations exceptionnelles		207 241 €
TOTAL		415 495 €



TABLEAU DE DETERMINATION DES CONTRIBUTIONS PAR FINANCEURS

Ressources	Montant total	Conseil départemental du Nord	Conseil départemental du Pas de Calais	Protection judiciaire de la jeunesse	Autres
Contributions financières des autorités de tarification	29 020 231 €	14 712 198 €	9 215 146 €	1 612 007 €	3 480 880 €
Subventions d'exploitation	162 000 €				162 000 €
TOTAL	29 182 231 €	14 712 198 €	9 215 146 €	1 612 007 €	3 642 880 €



TABLEAU DE VARIATION DES EFFECTIFS

CATEGORIE	Effectifs en début d'année	dont ETP	Mouvements		Effectifs en fin d'année	dont ETP
			entrées	sorties		
Administration - Gestion	39	37,56	3	4	38	32,67
Educatif - Pédagogique	317	307,99	86	52	351	316,18
Psychologique Paramédical	22	19,92	14	4	32	25,77
Services Généraux	84	71,15	15	13	86	73,20
TOTAL ASSOCIATION	462	437	118	73	507	447,82
Dont						
Cadres	54	58,42	2	5	51	49,47
Non-cadres	408	378,20	116	68	456	398,35
Hommes	168	163,19	21	26	163	144,62
Femmes	294	273,43	97	47	344	303,20



ETAT DES CREANCES ET DETTES

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'Actif		Dettes (b)	Montant brut (b)	Degré d'exigibilité du Passif		
		Échéance à moins 1 an	Échéance à plus 1 an			Échéance à moins 1 an	Échéance	
							A plus 1 an	A plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé :				Dettes				
<i>Créances rattachées à des participations</i>				<i>Emprunts obligataires convertibles (2)</i>				
<i>Prêts (1)</i>				<i>Autres emprunts obligataires</i>				
<i>Autres</i>	1 797 969 €	1 797 469 €	500 €	<i>Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :</i>				
				<i>- à 2 ans au maximum à l'origine</i>	9 803 €	9 803 €		
				<i>- à plus de 2 ans à l'origine</i>	4 537 333 €	250 339 €	917 280 €	3 369 712 €
				<i>Emprunts et dettes financières divers (2)</i>				
Créance de l'actif circulant :				<i>Dettes fournisseurs et rattachées</i>	393 407 €	393 407 €		
<i>Créances clients et comptes rattachés</i>	3 711 276 €	3 711 276 €		<i>Redevables créditeurs</i>				
<i>Autres</i>	1 692 816 €	1 152 816 €	540 000 €	<i>Dettes fiscales et sociales</i>	4 490 974 €	4 490 974 €		
<i>Charges constatées d'avance</i>	68 954 €	68 954 €		<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>	1 170 779 €	1 170 779 €		
<i>Charges à répartir</i>	8 124 €	8 124 €		<i>Autres dettes</i>	414 899 €	414 899 €		
				<i>Produits constatés d'avance</i>	603 135 €	603 135 €		
TOTAL	7 279 140 €	6 738 640 €	540 500 €	TOTAL	11 620 330 €	7 333 336 €	917 280 €	3 369 712 €
<i>(1) Prêts accordés en cours d'exercice</i>				<i>(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice</i>	0			
<i>Prêts récupérés en cours d'exercice</i>				<i>Emprunts remboursés en cours d'exercice</i>	0 €			

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

(b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours



TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant Global
Total montant nominal	3 967 251 €	1 283 000 €		5 250 251 €
Total quotes-parts virées au résultat	1 103 030 €	88 250 €		1 191 280 €



TABLEAU DE VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

Situations	A		B	C	D=A+B-C
Ressources	Solde en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin d'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	0 €				0 €
Fonds associatifs avec droit de reprise	0 €				0 €
Ecart de réévaluation	0 €				0 €
Réserves	8 212 964 €	-48 509 €	480 197 €		8 644 651 €
Report à nouveau	-740 240 €	906 833 €	363 007 €	843 204 €	-313 604 €
Résultat comptable de l'exercice	858 324 €	-858 324 €	2 412 475 €		2 412 475 €
Situation nette	8 331 047 €	0 €	3 255 679 €	843 204 €	10 743 522 €
Fonds propres consommables	0 €				0 €
Subventions d'investissement non renouvelable par l'organisme	2 864 219 €		1 283 000 €	88 250 €	4 058 969 €
Provisions réglementées	1 717 573 €		292 938 €	164 944 €	1 845 566 €
TOTAL	12 912 839 €	0 €	4 831 617 €	1 096 399 €	16 648 057 €



TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES

Situations	Montant Initial (2)	Fonds à engager au début de l'exercice	Report	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
Ressources				Montant Global	Dont Remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Contributions financières des autorités de tarification								
Subventions d'exploitation								
Contributions financières d'autres organismes								
Ressources liées à la générosité du public	20 308 €	20 308 €	6 273 €					26 581 €
TOTAL	20 308 €	20 308 €	6 273 €	- €	- €	- €	- €	26 581 €



Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité

EXERCICE 2024	Activité 2024			Résultat comptable 2024		Résultat de N-2 à affecter en N		Résultat effectif global 2024	
	Journées Prévues	Journées Réalisées	Ecart	Excédent	Déficit	Excédent	Déficit	Excédent	Déficit
Gestion non conventionnée									
Association					-32 218,96 €				-32 218,96 €
Fonds propres Lille Métropole				3,40 €				3,40 €	
Fonds propres Roubaix-Tourcoing					-2 051,97 €				-2 051,97 €
Fonds propres Flandre				1 401,11 €				1 401,11 €	
Fonds propres Côte d'Opale				0,00 €					0,00 €
Atelier de cuisine pédagogique					-4 908,74 €				-4 908,74 €
EMA					-77 256,31 €				-77 256,31 €
TRAJET	40427	40887	439		-22 178,52 €				-22 178,52 €
Résultats cumulés non conventionnés				1 404,51 €	-138 614,50 €			1 404,51 €	-138 614,50 €
Résultats cumulés				-137 209,99 €				-137 209,99 €	
Gestion conventionnée									
SPRENE SIEGE SOCIAL				116 424,32 €				116 424,32 €	
SPReNe Lille Métropole	23 579	24 018	439	253 893,99 €				253 893,99 €	
Mosaïque (ne plus utiliser)			0	0,00 €					
A.E.H.D. - Cap autonomie	3 431	2 024	-1 407	155 002,52 €				155 002,52 €	
Accueil de Jour Lille - Adeji	7 337	6 360	-977	98 869,33 €				98 869,33 €	
Arobase	26 280	24 730	-1 550	302 334,08 €				302 334,08 €	
Fil d'Ariane	0		0	201 373,20 €				201 373,20 €	
Etlavage Lille	0		0	2 134,54 €				2 134,54 €	
Aster Lille	0		0	46 239,65 €				46 239,65 €	
Micro MECS médicalisée - Korczak	168	136	-32		-25 937,81 €				-25 937,81 €
Esperluette	4 161	2 467	-1 694	90 548,71 €				90 548,71 €	
SPReNe Métropole Roubaix-Tourcoing	17 684	16 324	-1 360		-506 023,24 €				-506 023,24 €
La courte échelle - AEMOR	12 135	8 711	-3 424		-9 254,54 €				-9 254,54 €
Aster MRT			0	34 910,20 €				34 910,20 €	
L'envolée	2 190	2 196	6	24 936,15 €				24 936,15 €	
PFS de Wasquehal	5 147	5 509	362	350 680,12 €				350 680,12 €	
Prévention précoce			0		-2 354,18 €				-2 354,18 €
SPReNe Flandre	7 629	7 489	-140	67 848,30 €				67 848,30 €	
SAFA	3 431	4 195	764		-137 955,26 €				-137 955,26 €
Accueil de Jour Merville	1 974	1 366	-608	22 409,08 €				22 409,08 €	
APHD	2 059	2 932	873		-73 159,22 €				-73 159,22 €
C.E.R.	1 481	1 551	70	78 136,83 €				78 136,83 €	
Parentthèse	19 710	19 970	260	211 810,21 €				211 810,21 €	
Etlavage Flandre	0	0	0		-16 694,65 €				-16 694,65 €
Aster Flandre	0	0	0		-35 836,50 €				-35 836,50 €
Micro MECS 0-6 ans - L'esquisse	1 470	1 445	-25		-43 011,38 €				-43 011,38 €
SPReNe Côte d'Opale	334 020	335 607	1 587		-104 888,06 €				-104 888,06 €
HOME	27 617	31 638	4 021	536 561,62 €				536 561,62 €	
MJIE	202	204	2	18 787,07 €				18 787,07 €	
Réparations Pénale	88	102	14	12 007,17 €				12 007,17 €	
AEMOR Boulogne	73 250	76 339	3 089	903 957,03 €				903 957,03 €	
Micro-mecs - Le p'tit Home		68	68		-24 064,63 €				-24 064,63 €
Résultats cumulés conventionnés				3 528 864,12 €	- 979 179,47 €	- €	- €	3 528 864,12 €	- 979 179,47 €
Résultats cumulés				2 549 684,65 €		- €		2 549 684,65 €	
Résultats Généraux et Globaux				Résultat avant reprise		Résultat de N-2 à reprendre		Résultat après reprise	
				2 412 474,66 €		- €		2 412 474,66 €	

